

L'Angleterre appréhende une invasion prochaine et s'y prépare

Selon l'un des correspondants londoniens de la "Canadian Press", les Anglais en sont à se demander à quel moment Hitler va frapper son grand coup contre leur pays — Des civils ont commencé une évacuation vers l'ouest de l'île — Dans les Flandres, la retraite s'opère dans l'ordre mais dans des conditions extrêmement pénibles — Les Alliés tiennent toujours Dunkerque et toute la région circonvoisine a été inondée pour retarder la poussée des Allemands — Le rembarquement des troupes anglaises sous la feu de l'ennemi

SIR SAMUEL HOARE EN ESPAGNE ET SIR STAFFORD CRIPPS EN RUSSIE

La bataille des Flandres est devenue la retraite des Flandres. Les bulletins émis par Londres et Paris disent qu'elle s'opère en bon ordre quoique dans des conditions difficiles et pénibles. Les Alliés sont restés maîtres de Dunkerque, d'où les Anglais ont entrepris de se embarquer pour rentrer chez eux. Ils ont protégé leur retraite en inondant le pays circonvoisin, sillonné de canaux et parsemé d'écluses. En même temps que le rembarquement se fait, les Français livrent de violents combats sur l'Yser et dans la région de Cassel, ville située à vingt milles au sud de Dunkerque. A ce qu'on peut comprendre par les dépêches les plus récentes, les Allemands détiennent la ville de Cassel mais les Français sont fortement retranchés sur le mont Cassel, distant de deux milles, d'où ils dominent la ville et les plaines environnantes. Français et Anglais restent aussi en communication avec la mer par une partie au moins de la brèche qui a résulté de la capitulation de l'armée belge.

Selon un bulletin français, les Allemands ont lancé dans cette mêlée 40 divisions d'infanterie, de 440,000 à 600,000 hommes, et 10 divisions d'unités blindées et motorisées. L'inondation du pays autour de Dunkerque a cependant modéré leur élan et les retraits, assistés par l'aviation et aussi par des navires de guerre anglais et français qui opèrent le long de la côte, leur offrent une résistance acharnée.

Paris annonce que des marins français tiennent Dunkerque, tandis que les troupes françaises et anglaises, — environ 300,000 hommes, — se trouvent cernés dans une poche, exposées aux attaques de l'ennemi sur trois côtés, depuis la capitulation belge. C'est un combat d'arrière-garde que les retraits livrent partout, en essayant de se retirer d'un territoire qui est manifestement perdu pour eux. Il s'agit pour les Alliés d'en sortir au plus tôt.

Les Alliés anglo-français abandonnent actuellement une bande de territoire d'environ 200 milles de longueur, sur une largeur moyenne de 50 milles. Ce territoire est de forme triangulaire. Le côté sud du triangle part d'un point près de Calais en direction de Lille; le côté est, vers le nord, va jusqu'au point juste au sud d'Ostende et sur cette ligne se trouvent Ypres et Armentières. Le troisième côté du triangle, c'est la mer.

Le pire danger qui menace la retraite, c'est une violente poussée des Allemands, venant du sud, sur Cassel, dont les hauteurs commandent toutes les plaines des Flandres. Les Français sont encore maîtres de ces hauteurs. Cassel est à mi-chemin entre Lille et Dunkerque, sur le côté sud du triangle mentionné.

Quant au bulletin allemand, il donne une autre version de ce chapitre en train de s'écrire de la guerre. Il porte que, depuis hier, le corps expéditionnaire britannique est en complète dissolution, qu'il abandonne derrière lui, dans sa fuite vers la mer, un énorme butin. A Dunkerque, disent les Allemands, les retraits anglais doivent se rendre en petites embarcations jusqu'aux navires qui les attendent au large. Certains n'auraient même pas la patience d'attendre leur tour, ils se jetteraient à la nage pour atteindre les navires. Cet embarquement précipité s'opère comme de raison sous le feu de bombardements aériens. Les Allemands prétendent avoir atteint ainsi une soixantaine de bateaux du rembarquement, avoir coulé trois navires de guerre et seize transports.

Pour ce qui est des opérations le long de la ligne Poperinge-Cassel, les Allemands auraient cerné ici et là de forts groupes de soldats anglais et français.

Sur le front stabilisé de l'Aisne et de la Somme et le long de la ligne Maginot, il ne s'est rien produit de remarquable. Alliés et Allemands s'accordent à le reconnaître.

Il y a d'ailleurs bien assez, pour le moment, de la bousculade des Flandres, bousculade qui, pour les Alliés, tourne à la défaite. Cette défaite les conduira-t-elle plus tard à la victoire finale? Un journal de Londres, le "Daily Herald", l'écrit sous la plume de son correspondant diplomatique: "Cette tragique retraite à travers les plaines de la Belgique peut certes prouver que la bataille décisive de la guerre est une victoire allemande dont il résultera en définitive la défaite finale des Allemands".

Où l'on voit que même dans l'adversité grande, le moral des civils de Grande-Bretagne ne baisse pas.

L'appréhension d'une invasion prochaine de leur pays se manifeste toutefois chez les Anglais. L'un des correspondants londoniens de la "Presse Canadienne", M. Sam Robertson, écrit que l'Angleterre, qui s'est longtemps cru inexpugnable, en est maintenant à se demander à quel moment Hitler va porter son grand coup contre elle. Il signale que des mouvements de troupes allemandes se sont opérés ces jours derniers en Scandinavie et en Hollande et que cela ne peut s'expliquer par les seuls besoins de l'occupation locale. Du sud-est et de l'est de l'Angleterre, des gens ont commerce à s'en aller vers la côte ouest.

SUR LE FRONT DIPLOMATIQUE

En même temps que s'opère, dans des conditions assez pénibles, la retraite des Flandres, les Anglais lancent ce qu'on peut appeler une offensive diplomatique dans plusieurs directions à la fois.

Sir Samuel Hoare, ancien ministre de M. Chamberlain et que M. Winston Churchill avait laissé tomber en formant son cabinet de guerre, est maintenant dépêché en Espagne, auprès du général Franco, avec

la mission, à ce qu'on dit, d'entamer des négociations en vue d'un accord commercial, de l'amélioration des relations commerciales entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. Sir Samuel serait-il également chargé d'engager des conversations à propos de Gibraltar et du blocus de la Méditerranée. On sait que, ces derniers jours, un autre envoyé extraordinaire, sir Wilfrid Greene, est rentré de Rome à Londres, après avoir conféré avec le gouvernement de Mussolini, toujours à propos du blocus en Méditerranée. M. Greene a confié alors aux journalistes que Mussolini venait de jeter "des bases très satisfaisantes" pour un accord à venir. Depuis trois jours, il n'a plus été question de cela. Même que des manifestations tout à fait hostiles aux Alliés franco-anglais se sont produites à Rome et par toute l'Italie. L'Italie a fermé ses frontières qui donnent sur la France et sur la Suisse et l'on a cru que Mussolini avait pour de bon décidé d'entrer dans la guerre. Etait-ce sa réponse aux offres que lui avait transmises sir Wilfrid Greene?

Souhaitons à sir Samuel Hoare que sa mission auprès de Franco soit plus heureuse.

Fait assez singulier pourtant, cette mission en Espagne survient au moment même où un autre émissaire de Londres, sir Stafford Cripps, député de l'aile gauche du parti travailliste, socialiste avancé, que l'on peut même tenir pour un sympathisant communiste, est en route pour Moscou. On l'envoie, lui aussi, — c'est du moins ce qu'on annonce, — pour négocier un accord commercial.

Une situation assez cocasse se présente à son sujet. Sa mission à peine décidée, sir Stafford Cripps, sans attendre que les formalités protocolaires de sa nomination soient remplies, est parti pour Moscou en coup de vent. Londres a annoncé, après coup, que cet envoyé extraordinaire était muni de pleins pouvoirs qu'il aurait à Moscou toute autorité de représentation et de décision. Le "Foreign Office" refusait cependant de déclarer que son envoyé extraordinaire deviendrait ambassadeur du gouvernement Churchill auprès du gouvernement Staline.

M. Cripps en route, mais pas encore rendu à destination, voici que Moscou, par la voie de la radio, et par la voix de son premier ministre, M. Vyacheslaff Molotov, fait savoir à Londres qu'il ne recevra pas sir Stafford Cripps, parce qu'il est un envoyé diplomatique "non acceptable". Le Kremlin informe Londres qu'il ne recevra pas non plus aucun autre envoyé "spécial", aucun chargé de mission commerciale. Si Londres a des propositions à faire, des propositions d'aucune sorte, d'ordre commercial ou autre, qu'il les fasse par son ambassadeur à Moscou, sir William Seeds, ou par un autre qui pourrait être désigné à sa place.

Moscou marque-t-il par là qu'il exige immédiatement le remplacement de sir William Seeds par sir Stafford Cripps?

Quoi qu'il en soit, sir William Seeds, ambassadeur en titre, n'est plus à son poste depuis plusieurs mois déjà. Il a quitté Moscou et il est rentré à Londres sitôt que fut connu dans le monde l'accord germano-russe conclu juste à la veille de la déclaration de la guerre par la France et l'Angleterre à l'Allemagne.

Les dépêches qui nous parviennent aujourd'hui de Londres laissent entendre que le gouvernement Churchill serait disposé à conférer immédiatement à sir Stafford Cripps le statut d'ambassadeur.

Que résultera-t-il de tout cela? Que sortira-t-il de l'offensive diplomatique des Anglais simultanément en Espagne et en Russie?

SUR NOTRE FRONT POLITIQUE

Ce qui se passe sur notre front politique n'a peut-être pas une très grande influence sur les affaires du monde, mais pour le Canada cela n'est pas sans importance.

Le premier ministre, M. Mackenzie King, continue de subir les assauts violents de tous les tenants d'un gouvernement national, que ces mêmes tenants feraient d'ailleurs mieux de baptiser tout de suite gouvernement impérial. La désignation serait alors plus exacte. Au Sénat, M. Arthur Meighen, le leader conservateur dans cette Chambre; aux Communes, M. Herbert-A. Bruce, député conservateur de la circonscription torontoise de Parkdale et ancien lieutenant-gouverneur de la province d'Ontario, ont demandé, dans des discours furibonds, que M. King s'en aille, qu'il cède la place à l'un de ses collègues. M. Bruce s'est même chargé de désigner le collègue en question, M. J.-L. Ralston, actuellement ministre des Finances, soldat de l'autre Grande Guerre.

La "Gazette", de Montréal, et d'autres journaux de même type publiés à Toronto et dans d'autres villes, continuent, dans leurs pages de rédaction, de réclamer la même chose.

On reproche à M. King de ne pas avoir assez fait et de ne pas faire assez pour la guerre. La "Gazette" va même jusqu'à le tenir responsable, ou presque, des revers que subissent présentement les Alliés anglais et français. On l'accuse de ne pas représenter le sentiment canadien, même de ne pas en tenir compte.

Ce qu'il y a de vrai, bien que M. Meighen, M. Bruce, les gens de la "Gazette" et les autres l'oublient dans leur ardeur loyaliste, impérialiste et guerrière, c'est que le gouvernement de M. Mackenzie King a été élu, au mois de mars dernier, en temps de guerre, et sur sa politique de guerre. — E. B.